

Source : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/17/les-etats-pusillanimes-face-a-l-urgence-climatique\\_5398762\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/17/les-etats-pusillanimes-face-a-l-urgence-climatique_5398762_3232.html)

Téléchargement 17 12 2018

# Les Etats pusillanimes face à l'urgence climatique

Editorial. Les pays réunis lors de la COP24 sont parvenus à s'entendre sur l'application de l'accord de Paris, mais ont échoué à accroître leurs efforts contre le changement climatique.

Par Le Monde Publié le 17 12 2018



Les chefs de délégation réunis lors de la dernière session du sommet de la COP24, le 15 décembre, à Katowice (Pologne). Czarek Sokolowski / AP

**Editorial du « Monde ».** L'alerte climatique ne cesse de retentir, mais les dirigeants ne l'entendent pas. Ou d'une seule oreille. Samedi 15 décembre, les 196 pays réunis lors de la conférence mondiale sur le climat (COP24), à Katowice, en Pologne, [ont certes réussi à s'entendre sur les règles d'application de l'accord de Paris conclu fin 2015](#). C'était une étape nécessaire, sans laquelle il aurait été vain d'espérer mettre en œuvre en 2020 le premier traité international visant à limiter le réchauffement de la planète.

Mais les décisions de Katowice ne sont ni suffisantes ni satisfaisantes face à l'ampleur du défi : l'élévation des températures qui menace la présence de l'homme sur Terre. Les Etats, invités à accroître leurs efforts par une réduction drastique de leurs émissions de gaz à effet de serre, n'ont presque pas bougé à Katowice, hésitant entre immobilisme et régression, certains Etats pétroliers allant jusqu'à remettre en cause les enseignements de la science.

Nous savons pourtant qu'il y a urgence. Les experts du GIEC, dans leur rapport d'octobre, le disent sans équivoque. Si nous voulons éviter les conséquences désastreuses d'un monde à + 1,5 °C de réchauffement, nous devons diviser par deux nos émissions d'ici à 2030. Chaque dixième de degré et chaque année comptent.

## Aucun pays ne sera épargné

Nous savons aussi que nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire. D'après les calculs de l'ONU, les engagements pris par les Etats lors de la COP21 mènent à un réchauffement de 3,2 °C d'ici à la fin du siècle. Cela, à supposer que les promesses soient tenues, ce qui n'est pas le cas pour nombre de pays,

la France y compris. Les émissions mondiales ont enregistré une hausse de 2,7 % cette année, tirées par une consommation accrue de charbon.

Nous savons enfin, ou commençons à percevoir qu'aucun pays ne sera épargné par le dérèglement du système climatique. Une étude publiée mi-novembre dans *Nature Climate Change* modélise les catastrophes extrêmes et simultanées (vagues de chaleur, inondations, montée des eaux, sécheresse, etc.) auxquelles sera soumise l'humanité d'ici à 2100 si les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de croître. Les incendies qui ont affecté la Californie au cours de ce même mois et fait plus de 80 morts ont confirmé que ces prévisions ne relevaient pas de la science-fiction.

La société civile sait tout cela. Marches citoyennes pour le climat, plans d'action de collectivités locales, engagement de certaines entreprises à décarboner leurs activités... la mobilisation des acteurs non étatiques se fait à tous les niveaux. Jusqu'aux jeunes générations, qui mènent des « *grèves scolaires pour le climat* » dans un mouvement mondial lancé par une Suédoise de 15 ans, Greta Thunberg. Présente à la COP24, la jeune fille expliquait : « *A partir du moment où nos dirigeants, les médias et la société commenceront à traiter la crise climatique comme la crise qu'elle est vraiment, nous n'aurons plus besoin de conférences mondiales.* »

Ce temps, les dirigeants le dilapident. Il s'agit de cesser de repousser les décisions qui nous permettront d'éviter le pire. Avant 2020, le monde, et la France, qui se pose en gardienne de l'accord de Paris, doivent rehausser leurs engagements. Et les traduire dans leurs politiques nationales pour favoriser les énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles, développer les mobilités durables, limiter le gaspillage, tout en aidant financièrement les moins aisés dans cette indispensable transition.